

# Sous la protection de l'ombre

*La croissance de l'économie souterraine*

Friedrich Schneider  
avec la collaboration  
de Dominik Enste



# Sous la protection de l'ombre

*La croissance de l'économie souterraine*

Friedrich Schneider  
avec la collaboration  
de Dominik Enste



©2002 Fonds monétaire international

Directeur de la collection  
Jeremy Clift  
Département des relations extérieures du FMI

*Édition anglaise*

Couverture et composition :  
Massoud Etemadi, Jack Federici  
Section des travaux graphiques du FMI

*Édition française*

Division française  
Services linguistiques du FMI  
Traduction : Jeanne Bouffier  
Correction & PAO : V. Andrianifahanana

ISBN 1-58906-151-9

ISSN 1020-7724

Mars 2002

Pour obtenir les publications du FMI,  
adressez votre commande à :

International Monetary Fund, Publication Services  
700 19th Street, N.W., Washington, DC 20431 (U.S.A.)  
Téléphone : (202) 623-7430      Télécopie : (202) 623-7201  
Messagerie électronique : [publications@imf.org](mailto:publications@imf.org)  
Internet : <http://www.imf.org>

## Préface

---

La collection des Dossiers économiques a pour objet de présenter à un vaste public de non-spécialistes quelques-uns des sujets d'actualité sur lesquels travaille le FMI. La matière provient pour l'essentiel de documents de travail — études techniques qui sont établies par les membres de ses services et des chercheurs invités — ainsi que de documents de synthèse.

Ce numéro s'inspire du document de travail n° 00/26, intitulé *Shadow Economies Around the World: Size, Causes, and Consequences*, février 2000. La liste des textes de référence utilisés ici figure dans le document original, que le lecteur peut se procurer (au prix de 10 dollars) auprès du Service des publications du FMI, ou qu'il peut télécharger à partir du site du FMI [www.imf.org](http://www.imf.org). Rachel Weaving a préparé la version anglaise de la présente brochure. Certaines des données, notamment sur la taille de l'échantillon, ont été mises à jour par le professeur Schneider aux fins de la présente publication.

## Les économies de l'ombre

---

Un ouvrier d'usine conduit le soir, après sa journée de travail, un taxi non déclaré; un plombier répare un tuyau pour un client et reçoit un paiement au comptant qu'il ne déclare pas au fisc; un pourvoyeur de drogue négocie avec un client potentiel au coin d'une rue, autant d'exemples d'activités de l'économie souterraine ou économie de l'ombre — activités, légales ou non, qui représentent au total des billions de dollars par an, ne sont pas portées dans les livres et échappent au regard des agents du fisc et des statisticiens nationaux.

Le crime et les activités économiques souterraines sont depuis longtemps des réalités de la vie — et, pour l'heure, en progression dans le monde entier. Malgré cela, presque toutes les sociétés essaient de freiner leur croissance, en raison des graves conséquences qui peuvent en résulter :

- Une économie souterraine florissante rend peu fiables les statistiques officielles (sur le chômage, la population active officielle, le revenu, la consommation). Les politiques et programmes qui sont établis sur la base de statistiques peu fiables risquent d'être inadéquats et voués à l'échec.
- La croissance de l'économie de l'ombre peut déclencher un cycle destructif. Les transactions de cette économie échappent à l'impôt, et les recettes fiscales sont ainsi maintenues à un niveau plus bas qu'elles ne le seraient autrement. Si la base d'imposition ou la discipline fiscale sont érodées, le gouvernement peut réagir en relevant les taux d'imposition — encourageant ainsi de nouvelles fuites vers l'économie de l'ombre qui ont pour résultat d'alourdir davantage les contraintes budgétaires du secteur public. (D'un autre côté, deux tiers au moins

du revenu du travail exécuté dans l'économie de l'ombre sont immédiatement dépensés dans l'économie officielle, sur laquelle s'exerce ainsi un gros effet de stimulation.)

- Une économie souterraine en expansion peut fortement attirer les travailleurs nationaux et étrangers au détriment de l'économie officielle.

## Qu'est-ce que l'économie de l'ombre?

Appelée également économie souterraine, informelle ou parallèle, l'économie de l'ombre ne se limite pas aux activités illégales, mais recouvre également le revenu non déclaré tiré de la production de biens et services légaux, dans le cadre de transactions monétaires ou d'opérations de troc. Par conséquent, l'économie de l'ombre englobe toutes les activités économiques qui seraient généralement impossibles si elles étaient déclarées au fisc. Voir tableau 1.

Il est toutefois difficile de donner une définition précise de l'économie de l'ombre parce que celle-ci évolue constamment en fonction des changements apportés à la fiscalité et à la réglementation.

**Tableau 1. Types d'activités économiques souterraines**

Type d'activité	Transactions monétaires	Transactions non monétaires		
ACTIVITÉS ILLÉGALES	Commerce de biens volés; trafic et fabrication de drogues; prostitution; jeu; contrebande; fraude.	Troc de drogues, de biens volés ou passés en contrebande. Production ou culture de drogues pour usage personnel. Vol de biens pour usage personnel.		
	Fraude fiscale	Évasion fiscale	Fraude fiscale	Évasion fiscale
ACTIVITÉS LÉGALES	Revenu non déclaré du travail indépendant. Traitements, salaires et actifs provenant d'un travail non déclaré en rapport avec des services et biens légaux.	Réductions pour employés, avantages complémentaires.	Troc de services et biens légaux.	Tous les travaux de bricolage et services entre voisins.

Tableau structuré d'après l'étude de Lippert et Walker, *The Underground Economy: Global Evidence of its Size and Impact*, Vancouver, B.C., The Frazer Institute, 1997.



## Quelle est la taille de l'économie de l'ombre?

Il est difficile d'estimer la taille de l'économie de l'ombre. Après tout, les personnes qui exercent des activités souterraines font de leur mieux pour ne pas se faire prendre. Cependant, les responsables et les gestionnaires publics ont besoin de savoir combien de personnes se livrent à de telles activités et quelles sont la fréquence et l'ampleur de celles-ci pour pouvoir prendre des décisions avisées sur l'allocation des ressources.

En conséquence, les économistes et les statisticiens nationaux ont fait divers calculs pour évaluer la taille de l'économie de l'ombre.

À cet effet, ils ont centré leur attention sur un échantillon de 84 pays et utilisé diverses méthodes d'estimation. Ils ont constaté que, pour l'ensemble des 84 pays étudiés, la valeur ajoutée dans l'économie de l'ombre a atteint un niveau remarquablement élevé.

**Tableau 2. Économie de l'ombre, en pourcentage du PIB officiel, 1988–2000**

Groupe de pays	En pourcentage du PIB
Pays en développement	35–44
Pays en transition	21–30
OCDE	14–16

Les résultats sont indiqués sous forme de fourchettes, car les méthodes d'estimation utilisées par les différentes sources ne sont pas les mêmes. Les méthodes d'estimation d'usage courant sont décrites plus loin.

Le tableau 2 donne la moyenne estimée pour les trois principaux groupes de pays — pays en développement, pays en transition et 21 pays développés, ces derniers étant tous membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Les

---

comparaisons entre pays demeurent dans une certaine mesure approximatives, car les méthodes d'estimation utilisées sont différentes.

### **Pays en développement**

D'après les résultats d'une enquête réalisée en 1998–99 en Afrique, le Nigéria et l'Égypte viennent au premier rang par l'ampleur de leur économie souterraine, avec 77 % et 69 % du PIB, respectivement; par contre, cette économie n'atteint que 11 % du PIB en Afrique du Sud. En Asie, pour la même période, la Thaïlande se classe première, avec 70 % du PIB; la RAS de Hong Kong et Singapour sont en dernière place, avec 14 % du PIB chacune. En Amérique latine, pour la période considérée, c'est la Bolivie qui a la plus grande économie souterraine, avec 67 % du PIB, et le Chili qui a la plus petite, avec 19 %.

### **Pays en transition**

Parmi les États issus de l'ex-Union soviétique, pour la période 1998–99, c'est la Géorgie qui arrive au premier rang, avec 64 % du PIB, suivie de la Russie, avec 44 % du PIB. L'Ouzbékistan se classe dernier, avec 9 %. Dans le groupe des pays en transition d'Europe centrale et orientale, pour la même période, la Bulgarie l'emporte avec 34 % du PIB, et c'est la Slovaquie qui a la plus petite économie souterraine, avec 11 %.

### **Pays de l'OCDE**

Parmi les 21 pays de l'OCDE, pour la période 1999–2001, la Grèce et l'Italie arrivent en tête, avec 30 % et 27 %, respectivement. Les pays scandinaves forment le peloton du milieu, tandis que les États-Unis et l'Autriche, avec 10 % du PIB, et la Suisse, avec 9 % du PIB, se classent derniers.





---

## De combien l'économie de l'ombre a-t-elle grandi?

Dans la plupart des pays en transition et dans tous les pays de l'OCDE visés par l'enquête, l'économie de l'ombre a rapidement grandi. (La tendance dégagée dans le groupe des pays en développement ne peut pas être évaluée avec exactitude par manque de données.) L'économie souterraine a pris de l'ampleur entre 1990 et 1998 dans les États de l'ex-Union soviétique — passant d'un quart à plus d'un tiers du PIB —, mais a conservé à peu près les mêmes proportions (environ un cinquième du PIB) dans les pays d'Europe centrale et orientale.

Dans les 21 pays de l'OCDE inclus dans l'échantillon, l'économie de l'ombre ne cesse de se développer depuis trente ans — période sur laquelle elle a doublé, passant de moins de 10 % du PIB dans la plupart de ces pays en 1970 à au moins 20 % du PIB en 2000 en Belgique, au Danemark, en Espagne, en Italie, en Norvège et en Suède. Elle a également progressé dans les pays où elle est de faible ampleur; aux États-Unis, par exemple, elle a doublé, atteignant 9 % en 2000, contre 4 % du PIB en 1970.

Dans le cas des pays de l'OCDE, c'est au cours des années 90 que la croissance de l'économie souterraine a été la plus rapide : pour le groupe dans son ensemble, celle-ci est passée de 13 % du PIB en 1990–93 à 17 % en 1999–2000. À la fin de la décennie, elle grandissait encore dans la plupart de ces pays.

## Population active «souterraine»

La participation au marché du travail souterrain est elle aussi en hausse. On entend par marché du travail souterrain tous les cas où un employé ou un employeur, ou les deux à la fois, exercent dans l'économie souterraine des fonctions consistant à produire pour le marché — qu'ils aient ou non un emploi officiellement déclaré. Certains travailleurs de l'économie souterraine prennent un second emploi après ou même durant leurs heures normales de travail dans leurs fonctions officielles. D'autres limitent leurs activités à l'économie souterraine, soit parce que cette solution leur est plus profitable, soit parce que l'accès à l'économie officielle leur est interdit — comme dans le cas des immigrants illégaux, par exemple.

---

Dans l'Union européenne, 20 millions de personnes exerçaient des activités dans l'économie souterraine à la fin des années 90. Pour l'ensemble des pays européens de l'OCDE, le nombre des travailleurs souterrains était d'environ 35 millions. Dans certains pays, ces travailleurs représentent une large proportion de la population active totale : 30–48 % pour l'Italie (1997), 12–32 % pour l'Espagne (1997–98) et 20 % pour la Suède (1997–98). Pour un grand nombre de pays, ces hauts pourcentages coexistent avec des taux de chômage officiels élevés.

Dans les pays européens de l'OCDE, la population active souterraine s'est accrue ces vingt dernières années. Au Danemark, par exemple, le pourcentage de la population active totale qu'elle représente a doublé en quinze ans, passant de 8 % en 1980 à 15 % en 1994. Une tendance analogue s'observe en Allemagne et en France : en Allemagne, ce pourcentage est resté relativement stable (8–12 %) en 1974–82, mais il a doublé au cours des seize années suivantes et atteint 22 % en 1998; en France, il était de 3–6 % en 1975–82, mais a doublé et se situait à 6–12 % en 1997–98.



## Pourquoi l'économie de l'ombre grandit-elle?

Les pays où les taux d'imposition sont relativement bas, les lois et réglementations moins nombreuses et l'état de droit bien établi sont généralement ceux où l'économie souterraine est de faible ampleur.

Il ressort des modèles macroéconomiques et microéconomiques fondés sur les données de plusieurs pays que les principaux déterminants de l'ampleur et de la croissance de l'économie souterraine sont l'alourdissement du poids de l'impôt et des charges sociales et un renforcement concomitant des restrictions sur le marché du travail officiel. Les taux de salaire dans l'économie officielle y jouent eux aussi un rôle.

---

## Impôts et charges sociales

Les impôts et les charges sociales ajoutent aux coûts de main-d'œuvre dans l'économie officielle et, partant, sont des facteurs clés à l'origine de la croissance de l'économie souterraine. Plus l'écart entre les coûts totaux de main-d'œuvre dans l'économie officielle et le revenu du travail après impôt est grand, plus les employeurs et employés cherchent à éviter un tel écart et à participer à l'économie de l'ombre. Cet écart peut être très grand : en Allemagne et en Autriche, par exemple, les paiements d'impôt et de sécurité sociale effectués par les entreprises et leurs employés sont égaux aux salaires effectifs de ces derniers. Comme l'écart dépend dans l'ensemble du système de sécurité sociale et du régime fiscal, ce sont là les déterminants fondamentaux de l'économie souterraine.

D'après plusieurs études, il y a tout lieu de penser que le régime fiscal a une incidence sur l'économie souterraine. En Autriche, la charge des impôts directs (y compris les paiements de sécurité sociale) est le facteur qui a le plus influé sur la croissance de l'économie de l'ombre, suivie par le nombre des réglementations touchant les entreprises et les salariés, et par la complexité du régime fiscal. D'autres études ont fait apparaître des résultats analogues pour les pays scandinaves, l'Allemagne et les États-Unis. Dans le cas de ces derniers, l'analyse montre que, lorsque le taux marginal de l'impôt fédéral sur le revenu des particuliers augmente de 1 point de pourcentage, toutes choses étant égales par ailleurs, l'économie souterraine s'accroît de 1,4 point de pourcentage. S'agissant toujours des États-Unis, l'un des moyens de prévenir une nouvelle expansion de l'activité souterraine pourrait être de contenir la hausse du taux marginal supérieur de l'impôt sur le revenu.

Une étude de la ville de Québec, au Canada, fait apparaître une grande mobilité professionnelle entre l'économie officielle et l'économie souterraine et révèle que, lorsque les salaires nets progressent dans l'économie officielle, les gens travaillent moins dans l'économie souterraine. Cette étude fait également ressortir que, lorsque ces derniers jugent le taux d'imposition trop élevé, une hausse du taux (marginal) d'imposition donnera lieu à une baisse des recettes fiscales.

---

## Réglementations publiques

Les réglementations publiques peuvent accroître sensiblement les coûts de main-d'œuvre pour les entreprises de l'économie officielle. Parmi ces réglementations figurent l'obligation de détention de licences, la régulation du marché du travail, les barrières commerciales et les restrictions à l'emploi des étrangers. Dans l'économie officielle, les employeurs qui répercutent la plupart des coûts supplémentaires correspondants sur leurs employés les incitent vivement à entrer dans l'économie souterraine.

Plusieurs études montrent que les pays qui réglementent davantage leur économie ont une économie souterraine plus grande. Par exemple, dans l'échantillon des 84 pays en développement, pays en transition et pays développés, une augmentation d'un point de l'indice de réglementation (qui va de 1 à 5) donne lieu à une croissance de 10 % de l'économie souterraine.

Les réglementations du marché du travail, en particulier, influent fortement sur les coûts des employeurs et les motivations des salariés. Dans nombre de pays de l'OCDE, les coûts totaux de main-d'œuvre contribuent pour beaucoup au niveau élevé du taux de chômage officiel et à l'expansion concomitante de l'économie souterraine, qui emploie nombre de chômeurs du marché officiel.

Certains pays (la France, par exemple) et syndicats (en Allemagne, par exemple) ont limité les heures ouvrées dans l'économie officielle pour essayer de réduire le chômage. Leur intention est de redéployer plus équitablement une quantité limitée de travail, mais la réduction ainsi imposée risque de pousser les travailleurs vers l'économie de l'ombre. Par exemple, en Allemagne, après la réduction par Volkswagen de son temps de travail, on a constaté que les travaux de reconstruction et de rénovation de maisons dans les quartiers où vivent les employés de la firme étaient plus nombreux qu'ailleurs.

## Gestion publique

L'économie souterraine est en général petite dans les pays où les institutions publiques sont solides et efficaces. En effet, certaines études ont montré que ce n'est pas le relèvement des impôts proprement dit qui accroît la taille de l'économie souterraine, mais l'appli-

---

cation inefficace et discrétionnaire du régime fiscal et de la réglementation par les gouvernements.

Une réglementation rigoureuse de l'économie, accompagnée d'une administration laxiste et discrétionnaire de la loi, offre un terrain particulièrement fertile aux activités de l'ombre et crée les conditions propices à l'expansion de la corruption.

Il existe peu d'études empiriques sur la relation entre la corruption et l'économie de l'ombre, mais celles qui existent montrent que plus la corruption est forte, plus l'économie souterraine est relativement grande. La corruption est essentiellement l'usage abusif du pouvoir public au profit d'intérêts privés.

Parmi les activités qui offrent des occasions de corruption figurent :

- la réglementation d'activités déterminées ou la délivrance des licences nécessaires à l'exercice de ces activités (ouverture d'un magasin ou conduite d'un taxi, par exemple);
- le zonage et autres décisions officielles du même ordre;
- l'administration de biens et services fournis par le secteur public ou l'accès direct à ces derniers;
- la maîtrise des décisions concernant la passation des contrats d'investissement public;
- la maîtrise des décisions d'octroi d'incitations fiscales;
- la maîtrise des décisions de recrutement et promotion au sein du secteur public.

Plusieurs études ont mis en évidence une corrélation directe entre le niveau de la corruption dans un pays et la taille de l'économie souterraine. Toutes les études ont révélé qu'un accroissement de la corruption conduit à une expansion de l'économie souterraine.

L'une de ces études montrent que les «pays les plus riches de l'OCDE, ainsi que certains pays d'Europe de l'Est, jouissent du bon équilibre créé par un taux d'imposition et une charge réglementaire relativement faibles, la mobilisation d'un volume appréciable de recettes, l'état de droit et la maîtrise de la corruption, ainsi que par l'existence d'une économie parallèle (relativement) petite. À l'opposé, un certain nombre de pays d'Amérique latine et de l'ex-Union soviétique présentent des caractéristiques révélatrices d'un mauvais équilibre : dans le domaine fiscal et réglementaire, l'usage de mesures discrétionnaires est courant et la charge pesant sur les

---

entreprises est lourde, l'état de droit ne prévaut guère, l'incidence de la corruption est élevée et l'activité non officielle représente une part relativement grande<sup>1</sup>.



### Les effets sur l'économie officielle

Un changement dans la taille de l'économie souterraine peut se traduire par un changement dans :

- *Les indicateurs monétaires.* Dans l'économie de l'ombre, les opérations s'effectuent généralement au comptant. La croissance de l'activité de ce secteur aura probablement pour effet d'accroître la demande de numéraire.
- *Les taux de participation au marché du travail et le temps de travail.* Comme de plus en plus de personnes travaillent dans le secteur caché, le taux de participation à l'économie officielle risque de baisser. Parallèlement, du fait que les heures ouvrées dans le secteur caché augmentent, celles qui sont travaillées dans l'économie officielle risquent de diminuer.
- *Les statistiques de production.* Sous l'effet de la croissance de l'économie souterraine, les facteurs de production, en particulier le travail, sortent, du moins en partie, de l'économie officielle. Ce déplacement peut entraîner une baisse du taux de croissance officiel de l'économie.

<sup>1</sup>Voir Simon Johnson, Daniel Kaufmann et Pablo Zoido-Lobaton, «Regulatory Discretion and the Unofficial Economy», *American Economic Review*, vol. 88, n° 2, 1998.

---

## Les effets sur la croissance économique

Les études théoriques et empiriques n'expliquent pas de façon concluante comment l'expansion de l'économie de l'ombre ou du secteur informel influe sur la croissance économique. D'après certaines d'entre elles, l'économie souterraine a un effet négatif sur la croissance du PIB. Elles soutiennent qu'une contraction de l'économie souterraine se traduira par une progression des recettes fiscales, laquelle favorisera une augmentation des dépenses publiques, en particulier au titre de l'infrastructure et des services qui contribuent à l'expansion de la production, et entraînera ainsi une hausse du taux de croissance économique global.

Pour les tenants de la thèse inverse, le secteur informel est plus compétitif et plus efficace que le secteur formel. Par conséquent, le développement de l'économie de l'ombre stimulera la croissance.

Certaines études empiriques ont montré que les deux tiers au moins du revenu du travail perçu dans l'économie de l'ombre sont rapidement dépensés dans l'économie officielle. En Allemagne et en Autriche, les deux tiers de la valeur ajoutée produite dans l'économie souterraine ne seraient pas produits du tout si celle-ci n'existait pas. Au Royaume-Uni, au cours de la période 1960–84, les revenus perçus dans l'économie cachée ont eu pour effet d'accroître sensiblement les dépenses de consommation, en particulier au titre des biens durables et des services. Les effets positifs de ces dépenses sur la croissance économique et sur les recettes provenant des impôts indirects méritent certes d'être pris en considération.

## Les effets sur les services publics

La préférence manifestée pour l'économie de l'ombre au détriment de l'économie officielle maintient les recettes publiques à un niveau plus bas qu'elles ne le seraient autrement, ce qui a pour effet de réduire la capacité de l'État à fournir des biens et services. Face à cette situation, le gouvernement peut relever le taux de l'impôt sur le revenu des particuliers et des entreprises. L'augmentation des impôts, en particulier lorsqu'elle s'accompagne de l'impression d'une détérioration de la qualité des biens publics et de l'administration publique, ou d'un sous-investissement dans l'in-

---

frastructure publique, incite encore plus vivement les entreprises et salariés à se tourner vers l'économie souterraine, perpétuant ainsi le cycle qui s'est formé.

### Effet des transferts sociaux sur le taux de participation

Les indemnités de chômage généreuses ont un important effet dissuasif sur la participation à l'économie officielle. Ces transferts peuvent accroître sensiblement le revenu global de leurs bénéficiaires et ne les empêchent pas de travailler dans l'économie souterraine.



### Mesure de l'économie de l'ombre

Les analystes et décideurs doivent être avertis que les estimations de la taille de l'économie souterraine peuvent varier fortement selon la méthode d'estimation. Il n'y a pas de méthode d'estimation qui soit «meilleure» que les autres; chaque approche a ses points forts et ses déficiences, et donne ses propres informations et résultats. Le tableau 3 présente une description des méthodes courantes. Les méthodes fondées sur la *demande numéraire* et les *variables latentes* sont celles dont l'usage est le plus répandu.

Les comparaisons font apparaître que, pour un pays particulier et une période déterminée, l'impression donnée de la taille et de la croissance de l'économie souterraine varie d'une méthode à l'autre. Elles impliquent que les décideurs doivent faire preuve de prudence s'ils utilisent des estimations obtenues à l'aide d'une seule méthode. Elles mettent, par ailleurs, en lumière la nécessité de se montrer prudent lorsqu'on fait des comparaisons entre pays ou entre périodes pour un même pays, si les estimations utilisées sont établies à l'aide de méthodes différentes.



**Tableau 3. Mesure de l'économie de l'ombre : diverses méthodes<sup>1</sup>**

Méthode	Principales fonctions
<b>APPROCHES DIRECTES</b>	
Enquête par sondage	Estimer la taille de l'économie de l'ombre sur la base des données de l'enquête.
Audit fiscal	Estimer la taille de l'économie de l'ombre à l'aide des données de l'audit sur le revenu imposable non déclaré.
<b>APPROCHES INDIRECTES</b>	
Statistiques de comptabilité nationale	Estimer la taille de l'économie de l'ombre en se fondant sur l'écart entre les montants des revenus et dépenses qui ressortent des statistiques de comptabilité nationale ou des données individuelles.
Statistiques du travail	Estimer la croissance de l'économie de l'ombre à partir de la baisse de la participation à l'économie officielle, le taux de participation global étant supposé constant.
Transactions	Utiliser les données sur le volume global des transactions monétaires pour calculer le PIB nominal total (secteurs officiel et non officiel), et estimer ensuite la taille de l'économie de l'ombre en soustrayant le PIB officiel du PIB nominal total.
Demande de numéraire	Estimer la taille de l'économie de l'ombre à partir de la demande de numéraire, à supposer que les transactions de cette économie s'effectuent au comptant et que son expansion se traduira par un accroissement de la demande de numéraire.
Indicateurs concrets (consommation d'électricité)	Estimer la croissance de l'économie de l'ombre à partir de la consommation d'électricité, à supposer que celle-ci est le meilleur indicateur concret de l'activité économique globale. Soustraire le taux de croissance du PIB officiel du taux de hausse de la consommation totale d'électricité et attribuer la différence à l'expansion de l'économie de l'ombre.
<b>MODÈLES</b>	
Modèles à variables latentes	Estimer la taille de l'économie de l'ombre en faisant de celle-ci une fonction des variables observées qui sont censées influencer sur cette économie — par exemple le poids de l'impôt et celui de la réglementation publique — et des variables dont l'évolution peut être attribuée aux activités économiques parallèles, comme le numéraire, le temps de travail officiel, le chômage, etc. Cette méthode présente des avantages, car elle tient compte de plusieurs causes et effets à la fois.

<sup>1</sup>Pour de plus amples détails sur les différentes méthodes, voir Friedrich Schneider et Dominik Enste, «Shadow Economies: Size, Causes, and Consequences», *The Journal of Economic Literature*, 2000, 38/1, p. 77–114.



## Conséquences pratiques

Comme indiqué précédemment, l'augmentation de la taille de l'économie souterraine entraînera probablement une réduction des recettes publiques, laquelle se traduira à son tour par une dégradation qualitative et quantitative des biens et services fournis par le secteur public. Ce processus peut finalement conduire à un relèvement des taux de l'impôt sur le revenu des entreprises et des particuliers, assez souvent accompagné d'une détérioration de la qualité et de l'administration des biens publics tels que les routes et les hôpitaux publics.

Cependant, les deux tiers du revenu perçu dans l'économie souterraine sont immédiatement dépensés dans l'économie officielle, ce qui peut imprimer un élan à celle-ci et donner lieu à une croissance économique globale plus forte. L'expansion de l'économie souterraine touche donc tout le monde. Mais il est difficile de déterminer si ses effets sur l'économie officielle sont positifs ou négatifs.

Le gouvernement peut prendre des mesures pour freiner l'expansion de l'économie de l'ombre. Les études montrent que celle-ci est de taille réduite dans les économies où la progression des recettes fiscales tient à une baisse des taux d'imposition (laquelle conduit à une plus grande discipline fiscale), où les lois et réglementations sont moins nombreuses et systématiquement appliquées et où les entreprises sont confrontées à moins de corruption.

Les principaux déterminants de l'ampleur et de l'expansion de l'économie souterraine semblent être l'alourdissement du poids de l'impôt et des charges sociales, auquel s'ajoute l'élargissement du champ couvert par la réglementation. Une application laxiste et arbitraire des lois et réglementations encourage les activités d'une telle économie. L'étude de cette question met en lumière l'importance de

---

l'état de droit dans la lutte contre la corruption et l'activité économique souterraine qui y est associée.

Les conclusions qui se dégagent font ressortir quelques points utiles à la prise de décision :

- Même si elle est considérable, la baisse des taux d'imposition ne réduira pas sensiblement la taille de l'économie de l'ombre, mais elle pourra peut-être la stabiliser.
- Les taux d'imposition marginaux influent davantage sur la décision de participation à l'économie de l'ombre que les taux moyens; il est peu probable que le remplacement des impôts directs par des contributions indirectes ait pour effet d'améliorer la discipline fiscale.
- Des audits fiscaux plus fréquents et une pénalisation plus lourde de la fraude fiscale pourraient réduire la taille de l'économie souterraine.
- Les gouvernements doivent s'attacher davantage à légaliser certaines activités économiques parallèles, par exemple en libérant le marché du travail.
- Des réformes ayant pour effet de libéraliser l'économie et de la rendre plus concurrentielle réduisent les incitations à la corruption et encouragent les entreprises à passer de l'économie souterraine à l'économie officielle.
- Les gouvernements doivent veiller avant tout à la primauté du droit et à la stricte application d'un minimum nécessaire de réglementations au lieu de multiplier les règlements.



---

## La collection des Dossiers économiques

1. *Growth in East Asia: What We Can and What We Cannot Infer.* Michael Sarel. 1996.
2. *Does the Exchange Rate Regime Matter for Inflation and Growth?* Atish R. Ghosh, Anne-Marie Gulde, Jonathan D. Ostry, and Holger Wolf. 1996.
3. *Confronting Budget Deficits.* 1996.
4. *Fiscal Reforms That Work.* C. John McDermott and Robert F. Wescott. 1996.
5. *Transformations to Open Market Operations: Developing Economies and Emerging Markets.* Stephen H. Axilrod. 1996.
6. *Why Worry About Corruption?* Paolo Mauro. 1997.
7. *Sterilizing Capital Inflows.* Jang-Yung Lee. 1997.
8. *Why Is China Growing So Fast?* Zulu Hu and Mohsin S. Khan. 1997.
9. *Protecting Bank Deposits.* Gillian G. Garcia. 1997.
10. *Deindustrialization—Its Causes and Implications.* Robert Rowthorn and Ramana Ramaswamy. 1997.
11. *Does Globalization Lower Wages and Export Jobs?* Matthew J. Slaughter and Phillip Swagel. 1997.
12. *Roads to Nowhere: How Corruption in Public Investment Hurts Growth.* Vito Tanzi and Hamid Davoodi. 1998.
13. *Fixed or Flexible? Getting the Exchange Rate Right in the 1990s.* Francesco Caramazza and Jahangir Aziz. 1998.
14. *Lessons from Systemic Bank Restructuring.* Claudia Dziobek and Ceyla Pazarbaşıoğlu. 1998.
15. *Inflation Targeting as a Framework for Monetary Policy.* Guy Debelle, Paul Masson, Miguel Savastano, and Sunil Sharma. 1998.
16. *Should Equity Be a Goal of Economic Policy?* IMF, Fiscal Affairs Department. 1998.

- 
17. *La libéralisation des mouvements de capitaux : aspects analytiques.* Barry Eichengreen, Michael Mussa, Giovanni Dell’Ariccia, Enrica Detragiache, Gian Maria Milesi-Ferretti et Andrew Tweedie. 1999.
  18. *La privatisation dans les pays en transition : leçons de la première décennie.* Oleh Havrylyshyn et Donal McGettigan. 1999.
  19. *Fonds de couverture : que savons-nous vraiment d’eux?* Barry Eichengreen et Donald Mathieson. 1999.
  20. *La création d’emplois : pourquoi certains pays font-ils mieux que d’autres?* Pietro Garibaldi et Paolo Mauro. 2000.
  21. *Gestion des affaires publiques et lutte contre la corruption dans les États baltes et les pays de la CEI : le rôle du FMI.* Thomas Wolf et Emine Gürgen. 2000.
  22. *L’art difficile de prévoir les crises économiques.* Andrew Berg et Catherine Pattillo. 2000.
  23. *Promotion de la croissance en Afrique subsaharienne : les leçons de l’expérience.* Anupam Basu, Evangelos A. Calamitsis et Dhaneshwar Ghura. 2000.
  24. *Dollarisation intégrale : avantages et inconvénients.* Andrew Berg et Eduardo Borensztein. 2000.
  25. *Lutter contre la pollution : écotaxes et permis négociables.* John Norregaard et Valérie Reppelin-Hill. 2000.
  26. *La pauvreté rurale dans les pays en développement : orientation pour l’action publique.* Mahmood Hasan Khan. 2001.
  27. *Une politique fiscale pour les pays en développement.* Vito Tanzi et Howell Zee. 2001.
  28. *Aléa moral : les financements du FMI poussent-ils emprunteurs et prêteurs à l’imprudence?* Timothy Lane et Steven Phillips. 2002.
  29. *Le casse-tête des retraites : impératifs et choix des régimes de retraite.* Nicholas Barr. 2002.
  30. *Sous la protection de l’ombre : la croissance de l’économie souterraine.* Friedrich Schneider avec la collaboration de Dominik Enste. 2002.

**Friedrich Schneider** est professeur d'économie à l'université Johannes Kepler de Linz, en Autriche. Il est titulaire d'un doctorat en économie de l'université de Constance et a beaucoup écrit sur l'économie de l'ombre, la fiscalité et l'économie environnementale.



**Dominik Enste** a étudié l'économie, la sociologie et la psychologie socio-économique à l'université de Cologne et au Trinity College, à l'université de Dublin. Il a fait ses études de troisième cycle à l'université de Cologne, Département de politique économique. Il était chercheur attaché à l'université George Mason (Center for Study of Public Choice) lorsqu'il a collaboré à la présente étude.



Le texte intégral du document de travail, y compris les tableaux et les graphiques, peut être consulté sur le site  
*<http://www.imf.org/EXTERNAL/Pubind.htm>*.